

Le Front populaire et les grèves de mai-juin 1936 - Plan d'exposé

Le Front populaire est un véritable mythe dans la gauche et le mouvement ouvrier français, associé dans l'imaginaire collectif aux victoires obtenues par les grèves de mai-juin 1936 : notamment la semaine de 40 heures et les congés payés

Mais notre devoir de révolutionnaires n'est pas de seulement commémorer. Nous voulons comprendre la réalité du processus au-delà de la légende, complaisamment entretenue par les dirigeants réformistes et staliniens depuis 1936, pour pouvoir en tirer des leçons pour nos luttes actuelles et futures : Que représentait réellement le Front populaire ? pourquoi s'est-il effondré ? Pourquoi la plupart de ses conquêtes ont ensuite été remises en cause ?

La crise économique de 1929 frappe la France à partir de 1931: cette année-là, la production industrielle en France chute de 23 % par rapport à 1929 et le nombre de chômeurs passe de 18 000 à 190 000.

Cette crise débouche sur un processus de radicalisation à gauche et à droite.

A ce moment-là, le parti de gouvernement par excellence, véritable incarnation du *statu-quo* et du régime, c'est le parti radical. Sur les 37 gouvernements qui se sont succédé entre 1918 et 1936, il a participé à tous sauf deux ! Il gouverne soit en nouant une alliance avec la droite, soit en s'appuyant sur le soutien parlementaire de la SFIO.

Le mouvement ouvrier est alors divisé depuis qu'en 1920, la majorité du parti socialiste (la SFIO) a choisi de rejoindre l'Internationale communiste et de créer le PC, tandis que la minorité réformiste a préféré recréer une nouvelle SFIO.

Au début des années 1930, la dégénérescence bureaucratique de l'URSS a porté ses fruits jusque dans l'Internationale communiste. Le PC français est complètement stalinisé, réduit à moins de 30 000 militants et plongé à ce moment-là dans une phase ultra-gauchiste : c'est l'époque de la politique « classe contre classe » et de la théorie du « social-fascisme ». L'idée générale de cette « théorie » est que la crise du capitalisme est en train de transformer tous les courants politiques en différentes nuances de fascisme. Les socialistes seraient donc devenus des « sociaux-fascistes »,

etc. Toutes les alliances, coopérations, etc. avec la SFIO sont donc impossibles : il faut les combattre comme les fascistes.

En Allemagne, cette politique paralyse le mouvement ouvrier, renforce l'autorité des dirigeants réformistes sur leur propre parti et débouche in fine sur la prise du pouvoir d'Hitler.

En France, puisque le régime stalinien du PC y limite la possibilité du développement d'une opposition, la radicalisation s'exprime dans la SFIO avec l'apparition d'une aile gauche, qui adopte des positions de plus en plus hostiles au réformisme.

La radicalisation se manifeste aussi à droite: on assiste à un foisonnement de ligues fascistes, qui rêvent d'imiter Mussolini ou Hitler et de prendre le pouvoir.

Le 6 février 1934, un scandale financier, l'affaire Stavisky, provoque une manifestation des Ligues fascistes, qui tentent de prendre d'assaut l'Assemblée nationale. C'est un échec, mais la classe dirigeante saisit cette occasion pour remplacer le gouvernement de centre-gauche par un gouvernement de droite, qui met en œuvre une politique d'austérité drastique.

Cette crise pousse aussi à l'unité à la base du mouvement ouvrier : le 12 février, des manifestations de la SFIO et du PC fusionnent même spontanément.

La direction du PC continue pourtant à prôner la théorie du social-fascisme !

Mais, peu de temps après, elle opère un virage brutal, et prône la constitution d'un « Front populaire » : une alliance électorale non seulement avec la SFIO, mais aussi avec les Radicaux !

Pourquoi ce virage ? Est-ce, comme le prétendent encore aujourd'hui les dirigeants du PCF, une bonne idée des communistes français ? Pas du tout. En 1935, les dirigeants du PC français n'ont littéralement aucune indépendance politique, ce sont des pantins de la bureaucratie soviétique. Ce virage est dicté par les bureaucrates de Moscou, qui craignent que l'Allemagne nazie n'attaque l'URSS et cherchent à nouer des alliances militaires avec des États bourgeois et notamment avec la France.

En 1935, Staline rencontre Pierre Laval, chef du gouvernement français, et affirme qu'il « *comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sécurité* ».

Cela revient notamment à approuver la colonisation (qui fait alors partie de la « *politique de défense nationale* » française) mais aussi les politiques d'austérité qui seront nécessaires pour financer ce renforcement de l'appareil militaire « *au niveau de sécurité* »!

Moscou pousse donc le PC à soutenir le *statu quo* et rassurer la bourgeoisie française, en nouant une alliance avec le parti radical.

Malgré ce virage à droite, dans le contexte de la crise et de la permanence de la menace fasciste, le Front populaire rencontre un succès énorme et le PC – toujours vu par les masses comme le parti de la révolution russe de 1917 – recrute à tour de bras.

Le programme électoral du Front populaire est très modéré : « réduction de la journée de travail », « plan de grand travaux d'utilité publique », création d'un « fonds national de chômage » et d'un régime de retraite pour les vieux travailleurs. Il n'y a ni la semaine de 40 heures, ni de grand programme de nationalisations. Le PC a pesé de tout son poids pour faire adopter un programme acceptable par les Radicaux et donc par la bourgeoisie française.

Ses dirigeants justifient cette approche au nom de « l'alliance avec les classes moyennes ». C'est la même logique défendue encore aujourd'hui par certains réformistes, comme LFI. C'est une erreur de méthode : comment gagner les classes moyennes qui se radicalisent sous le coup de la crise du capitalisme ? En s'alliant avec le parti qu'elles sont justement en train de rejeter ou en leur proposant un programme de rupture avec le capitalisme ?

Les élections confirment d'ailleurs ce processus. Le Front populaire l'emporte, mais son mode d'alliance (candidatures séparées au premier tour séparé et désistements systématiques en faveur du candidat le mieux placé au second tour) permet de distinguer les résultats parti par parti.

La dynamique est claire : les Radicaux perdent 350 000 voix, la SFIO stagne et n'en perd « que » 90 000, les communistes en gagnent 750 000 (le double de leur précédent résultat) et passent même devant les Radicaux !

A droite, la radicalisation se manifeste aussi: l'Alliance démocratique et le Parti démocrate populaire (centre-droit) perdent 400 000 voix, la Fédération républicaine (droite dure proche des ligues fascistes) en gagne 600 000.

Les élections sont suivies de déclarations de Blum, le chef de la SFIO, qui, pour rassurer la bourgeoisie, affirme qu'il respectera le fonctionnement des institutions.

Dans les jours qui suivent, des grèves éclatent et se généralisent : en 15 jours, on compte 2,5 millions de grévistes, qui occupent leurs usines. Une première ! Là encore, comment interpréter ces grèves ? Plutôt qu'un soutien au gouvernement de Front populaire, qu'elles mettent en réalité dans l'embarras, elles sont l'expression de la méfiance de la classe ouvrière vis-à-vis d'un gouvernement composé uniquement de la SFIO et des Radicaux, c'est-à-dire l'aile droite du Front populaire.

Dans tous les cas, les perspectives révolutionnaires sont évidentes : il aurait fallu pousser pour la formation de conseils ouvriers, pour leur coordination à l'échelle nationale, etc. La bourgeoisie aurait été incapable de résister et les fascistes auraient été balayés !

Mais les dirigeants du Front Populaire s'opposent au mouvement de grève.

Le député SFIO Salengro (futur ministre de l'Intérieur du Front populaire) déclare même : « *Que ceux qui ont pour mission de guider les organisations ouvrières fassent leur devoir. Qu'ils s'empressent de mettre un terme à cette agitation injustifiée [les grèves]. Pour ma part, mon choix est fait entre l'ordre et l'anarchie. Je maintiendrai l'ordre contre l'anarchie.* »

La bourgeoisie, paniquée, fait des concessions majeures, notamment la semaine de 40 heures, deux semaines de congés payés et une augmentation des salaires de 7 à 15 %. Immédiatement, les dirigeants du PC et de la SFIO poussent pour la reprise du travail. Maurice Thorez, secrétaire général du PC, déclare : « *Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue* ». Les dirigeants réformistes arrivent péniblement à mettre fin à la mobilisation.

Dans les mois suivants, le gouvernement se heurte à la résistance de la bourgeoisie, le « Mur de l'argent », qui l'empêche de mettre en œuvre la plupart des autres réformes sociales, tandis que le refus des dirigeants réformistes de s'attaquer au capitalisme et à l'impérialisme français les poussent à capituler sur des points essentiels.

En matière de politique coloniale, Blum fait notamment interdire « l'Etoile nord-africaine », le premier parti indépendantiste algérien. Le PC ne bronche pas.

Alors que la guerre d'Espagne a commencé, le gouvernement français se rallie à la soi-disant « non-intervention ». C'est un abandon *de facto* de la République espagnole face à Franco !

Le gouvernement Blum utilise même la force pour réprimer une manifestation antifasciste à Clichy, en mars 1937 : la police du Front populaire tire à balles réelles pour défendre un meeting fasciste et tue 6 manifestants (cinq militants du PC et une militante de la SFIO) !

Ayant sapé sa propre base de soutien, le gouvernement de Front populaire est finalement renversé par la droite en avril 1938. Il est remplacé par un gouvernement d'austérité (dirigé par les Radicaux !) qui s'attaque immédiatement aux réformes de 1936, et notamment aux 40 heures.

La classe ouvrière, désorientée, est prise par surprise par cette attaque venant du parti que les dirigeants du PC et de la SFIO présentaient hier encore comme un allié. La grève appelée par la CGT en novembre 1938 est vaincue. Le ministre de l'intérieur radical Albert Sarraut fait licencier les grévistes et envoie la police à l'assaut des usines.

Le Front populaire s'achève donc par une défaite majeure de la classe ouvrière, désorientée, affaiblie et finalement incapable de résister à la contre-offensive de la bourgeoisie. Deux ans plus tard, c'est la guerre mondiale, l'interdiction du PC, des trotskistes et de l'ancienne aile gauche de la SFIO, puis le vote des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.